

George Washington le disait en 1796. Leur souveraineté nationale n'est ni compromise, ni restreinte, ni gênée, et ainsi la nouvelle charte s'éroule et ne lie personne de ceux qui en font partie, car ils sont libres de coopérer ou de ne pas le faire. Aucune nation n'est tenue d'en respecter les dispositions si elles gênent sa propre sécurité nationale, et n'importe laquelle des cinq grandes puissances peut imposer son veto au Conseil de sécurité. Les Etats-Unis sont prêts à accepter la charte et à faire partie de la société, pourvu que cela ne nuise en rien à leur souveraineté nationale; mais, pour peu que cela nuise à leur souveraineté, à leur autonomie ou à leur programme, ils se hâteront d'en sortir. Dans ce cas, le conseil de sécurité est de nul effet et aucune des cinq grandes puissances n'est liée par lui.

L'unique différence entre la société de 1920 et celle d'aujourd'hui, c'est que, dans l'ancienne société, l'Assemblée générale pouvait s'occuper de toutes sortes de choses. La nouvelle société qui découle des propositions de Dumbarton-Oaks et de San-Francisco établit ce qu'on appelle le Conseil de sécurité, mais il ne s'applique qu'aux petits Etats et ne s'applique pas aux cinq grandes puissances, car chacun a le droit de veto. La France sera toujours une grande nation à cause de ses longues relations avec la mère patrie; mais elle n'a pas été traitée comme telle à Yalta parce qu'elle n'avait pas alors la puissance militaire suffisante. Elle sera comprise plus tard et jouera alors un rôle très important. Je dirai qu'aucune nation n'est liée par ce nouveau Conseil de sécurité. L'une quelconque des cinq grandes puissances peut annuler les propositions. Supposons qu'un pays fasse une proposition défavorable à l'Allemagne, à l'Angleterre, à la Russie ou aux Etats-Unis. On y a maintenant ajouté la Chine et la France. L'une quelconque de ces cinq puissances peut annuler tout ce que fait l'Assemblée générale comme aussi tout ce que font les petits Etats. De quelle sorte d'accord s'agit-il donc? Comme l'a dit M. Churchill, nous avons tout sacrifié sur l'autel de la guerre.

J'ai signalé que, avant d'aller plus loin dans l'exécution de ces accords internationaux, nous devrions d'abord songer à résoudre les problèmes de l'Empire. Etudions et étudions encore nos propres problèmes. Les nations comme les individus doivent avoir une conscience et chacun de leurs citoyens devra rendre compte devant le tribunal de l'histoire de ce qui se fait au nom de la nation.

Je le répète, nous devrions chercher d'abord à résoudre, dans le sens que je viens d'indiquer, les problèmes de notre propre Empire. Nous devrions nous appliquer à résoudre les problè-

mes que la Providence a placés sur notre voie. En suivant cette belle et noble vocation, nos ancêtres ont transformé une solitude sauvage en un glorieux empire, et réalisé en favorisant plutôt qu'en détruisant le bien-être et le bonheur de la race humaine, les conquêtes les plus complètes et les seules honorables.

Si nous ne ravivons la foi qui nous a soutenus, la foi dans la nation et dans notre vocation qui est d'être utiles au monde, ce sera en vain que nous aurons fait cette guerre. Même aux jours les plus sombres il y en avait peu, en dehors de quelques intellectuels, qui doutaient de la victoire finale. C'était après Dunkerque où, à la suite de sa défaite, la Grande-Bretagne n'avait plus que quelques armes. Le monde entier pensa qu'elle était finie, et seuls les habitants de la Grande-Bretagne et de ses Dominions au delà des mers ont gardé confiance qu'elle sauverait le monde et la civilisation.

J'aime à regarder les choses en face. Tout en appréciant et en admirant beaucoup le travail que nos délégués ont accompli à San-Francisco, je veux examiner la question sous un autre aspect. Les conditions de paix pour l'Europe et l'univers pour ainsi dire ont été réglées à Yalta. Ceux qui étaient présents à cette conférence se sont rendus compte de la grande puissance de persuasion de M. Churchill auprès des représentants de la Russie et des Etats-Unis. Malgré cette puissance, il n'arriva pas à convaincre la Russie de modifier son attitude vis-à-vis de la Pologne. La Russie a prétendu que ce territoire lui appartenait et que la question ne regardait qu'elle-même. En dépit des protestations de M. Churchill et du président des Etats-Unis, le grand chef russe déclara qu'il n'y avait rien à faire. Les Russes considéraient la question polonaise comme leur étant propre. Elle l'était en fait, et ils gardent la même opinion. Ils ne s'occupent pas de ce que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont à dire à propos de leurs propres territoires. Mais depuis les débuts ils insistent que la question polonaise est exclusivement leur affaire. Ils se sont vigoureusement opposés à toute intervention de la part des Etats-Unis ou de toute autre grande puissance, et de tout autre pays du monde au sujet de ce qu'ils considèrent comme leur propre territoire.

Pendant des années entre les deux guerres, on a attaqué à la Chambre l'impérialisme britannique; mais que dire de l'impérialisme de la Russie et des Etats-Unis? Je ne prétends pas que ces deux grandes nations veuillent saisir des territoires; c'est ce que nous verrons, mais elles sont impérialistes et l'ont toujours été. Elles cherchent à obtenir une part beaucoup plus considérable des affaires